

Les mobilisations en Palestine.

2 – De la revendication nationaliste de libération immédiate à l'acceptation islamiste d'une libération différée.

Jean-François Legrain

CNRS/GREMMO

Maison de l'Orient et de la Méditerranée-Lyon

<http://www.gremmo.mom.fr/legrain>



Institut d'Études politiques
Lyon, 15 novembre 2010

1 - La construction de la revendication nationaliste

La “palestinisation” comme caractéristique de la construction nationale palestinienne contemporaine :

1.1 - **“palestinisation” de l’organisation politique et du militaire** avec l’émergence des Palestiniens comme acteurs autonomes sur la scène arabe, évolution qui se traduit institutionnellement par la prise de contrôle de l’OLP par le Fath de Yasser Arafat et la transformation de celle-ci de simple organisation instrumentalisée par les États arabes en cadre de construction et d’expression de l’unité nationale.

1.2 - **“palestinisation” de l’identité avec incidence sur le mot d’ordre politique** à travers l’apparition de la revendication de souveraineté nationale sur une terre dorénavant construite en territoire et identifiée comme palestinienne et plus seulement comme arabe

1.1 – La “palestinisation” de l’organisation politique et du militaire

Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en début 1964 par la Ligue des États arabes alors sous domination égyptienne pour le contrôle de la question palestinienne. Devient le porte-parole d’une douzaine d’organisations de guérilla après la guerre de 1967.

Comité exécutif (CEOLP)

Conseil central (CCOLP)

Conseil national palestinien (CNP)

Armée de libération de la Palestine (ALP)



Ahmad Choukeïri
(1964-1968)



Yahya Hammouda
(1968-1969)



Yasser Arafat
(1969-2005)



Mahmoud Abbas
(2005-)



1.1 – La “palestinisation” de l’organisation politique et du militaire

Fath - Mouvement de Libération nationale palestinienne

Fondé à Koweït en 1959 par un groupe de réfugiés principalement dans le Golfe dont Yasser Arafat et Mahmoud Abbas

“Le retour est la voie de l’unité” arabe (quand “l’unité est la voie du retour” selon Nasser)

Début de la lutte armée le 1^{er} janvier 1965



1.1 – La “palestinisation” de l’organisation politique et du militaire

FPLP – Front populaire de Libération de la Palestine

Fondé en décembre 1967 et héritier du Mouvement des Nationalistes arabes par un groupe de réfugiés principalement au Liban et en Syrie dont George Habache

Mouvement révolutionnaire marxiste-léniniste, il se donne pour objectif de combattre les régimes arabes réactionnaires et de libérer la Palestine du sionisme.

“La voie de la libération de la Palestine passe par Amman”



1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

De la perte de la terre au partage raisonné du territoire

La libération de la terre par l’expulsion des intrus

L’État démocratique sur toute la Palestine

Le territoire provisoirement partagé

Le partage définitif dans la reconnaissance mutuelle

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

1.2.1 - La libération de la terre par l’expulsion des intrus et le retour à la situation antérieure au sionisme

Charte nationale palestinienne, 1^{er} Conseil national palestinien (CNP) (Jérusalem, juin 1964) :

“La Palestine est une terre arabe, unie par des liens nationaux (*qawmiyya*) étroits aux autres pays arabes. Ensemble, ils forment la grande nation arabe” (art.1)

“Le **peuple arabe de Palestine** a le droit légitime à sa patrie. Il est une partie inséparable de la nation arabe” (art. 3)

“Le partage de la Palestine en 1947 et la création d’Israël sont des décisions illégales et artificielles” (art. 17)

L’OLP “n’exerce aucune souveraineté régionale” (art. 24)

5-10 juin 1967 : la guerre des 6 jours en entraînant l’effondrement des rêves panarabes du nassérisme inaugure la palestinisation de l’OLP dans ses objectifs politiques comme dans son organisation.

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

1.2.2 - L’État démocratique sur toute la Palestine

Charte nationale palestinienne, 4^{ème} CNP (Le Caire, juillet 1968)

La Palestine “patrie du **peuple arabe palestinien**” (art. 1)

“Le peuple arabe palestinien affirme sa détermination totale à mener la lutte armée et à lancer la révolution populaire pour la libération et le retour dans la patrie. Il affirme également son droit à mener une vie normale en Palestine et à y exercer le droit à l’autodétermination ainsi que sa souveraineté” (art. 9).

L’OLP devient “responsable de la lutte du peuple palestinien pour libérer et retourner dans sa patrie” (art. 26)

Résolution politique, 5^{ème} CNP (Le Caire , février 1969)

L’objectif du peuple palestinien est “d’édifier une société libre et démocratique en Palestine, pour tous les Palestiniens qu’ils soient musulmans, chrétiens ou juifs, et de libérer la Palestine et son peuple de la domination du sionisme”.

Septembre noir en Jordanie (1970), guerre d’octobre 1973

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

1.2.3 - Le territoire provisoirement partagé

Programme politique transitoire, 12ème CNP (Le Caire, juin 1974)

“L’OLP emploiera tous les moyens, et en premier lieu la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et établir l’Autorité indépendante, nationale et combattante pour notre peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libéré” (art. 1)

“L’OLP luttera contre tout projet d’entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance, la paix, des frontières sûres, la renonciation à nos droits nationaux et la privation des droits de notre peuple au retour et à l’autodétermination sur le sol de sa patrie” (art. 3)

“Toute étape vers la libération est une étape vers la réalisation de l’objectif stratégique de l’OLP qui est d’établir l’État démocratique palestinien” (art. 4)

Le 7^{ème} sommet arabe (Rabat, octobre 1974) fait de l’OLP le “seul et légitime représentant du peuple palestinien”. En novembre 1974, Yasser Arafat est invité à s’exprimer devant l’Assemblée générale de l’ONU où l’OLP obtient un siège d’observateur. Rupture des liens administratifs et légaux entre les deux rives du Jourdain proclamée par le roi Hussein en juillet 1988 .

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

1.2.4 - Le partage définitif dans la reconnaissance mutuelle

Déclaration politique, 19ème CNP (Alger, novembre 1988)

L’OLP demande que les Palestiniens soient pleinement associés à une conférence internationale “qui doit être convoquée sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien [...] et en accord avec les résolutions de l’ONU relatives à la question de Palestine”

Nécessité d’assurer “ le retrait d’Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem” (art. 2)

L’État palestinien exercera son autorité nationale sur “les territoires palestiniens occupés, y compris la partie arabe de Jérusalem” qui seront placés au préalable sous supervision des Nations unies.

2 – Les islamismes palestiniens

2.1 - L'islam en retrait de la scène politique



L'**Association des Frères musulmans**, fondée en Égypte par Bannâ en 1928, crée une branche palestinienne en **1946 à Jérusalem**.

Un contingent de sa branche égyptienne participe aux combats de 1948.

Entre 1948 et 1967:

en **Cisjordanie**, l'Association insère ses activités dans celles du royaume hachémite et se consacre ainsi quasi exclusivement à une mobilisation religieuse et sociale éloignée des contestations politiques.

dans la bande de **Gaza**, durement réprimée par la sécurité nassérienne elle disparaît quasiment de la scène publique.

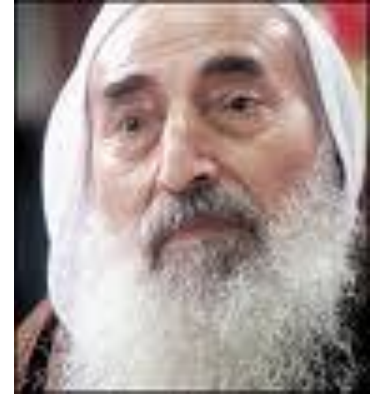
Durant les 10 premières années de l'occupation, l'islam a rarement constitué le légitimant premier de la lutte de libération alors menée au nom du nationalisme arabe et/ou palestinien.



2 – Les islamismes palestiniens

2.1 - L'islam en retrait de la scène politique

A Gaza, **Chaykh Ahmad Yâsîn** fait figure de fédérateur charismatique. Dès le milieu des années 1970, il fonde un **Rassemblement islamique**, tête d'un vaste réseau caritatif. Les Frères musulmans prennent le contrôle de l'Université islamique et de la majorité des mosquées.



En Cisjordanie, ils échouent à mettre en place un réseau structuré et à se trouver un véritable *leader*. Leurs seules places fortes sont les milieux étudiants de certaines universités.

Aucune opération anti-israélienne n'est menée par les Frères musulmans d'où un indéniable déficit de légitimité politique.

2 – Les islamismes palestiniens

2.2 - Le Jihad, catalyseur de la réconciliation entre l'islam et le patriotisme

Fin 1970's, début 1980's, apparaît un deuxième courant, concurrent des Frères musulmans dans le domaine de la prédication mais au comportement politique fondamentalement différent :

“La Palestine cause centrale de l'islam d'aujourd'hui”

Sionisme et occupation israélienne constituant un barrage incontournable à toute réislamisation, leur destruction par le jihad (y compris armé) est un devoir religieux qui, dès aujourd'hui, incombe à chaque croyant .

2 – Les islamismes palestiniens

2.2 - Le Jihad, catalyseur de la réconciliation entre l'islam et le patriotisme



Fathi Shikaki



Ramadan Shallah

Mouvement du Jihad islamique en Palestine



Asaad Bayyud al-Tamimi
Mouvement du Jihad islamique – Bayt al-Maqdis

2 – Les islamismes palestiniens

2.3 – Hamas, alternative de l'OLP

Rompant avec leur ancien quiétisme, les Frères musulmans décident dès le début du premier soulèvement (**novembre 1987**) d'entrer dans la lutte active contre l'occupation :

à l'instigation de Chaykh Ahmad Yâsîn et du Dr ^cAbd Al-^cAzîz Al-Rantîsî, l'Association des Frères musulmans crée pour cette mission de combat un **Mouvement de la Résistance islamique** (*Harakat Al-Muqâwama Al-Islâmiyya*)-**Hamas** (acronyme signifiant le « zèle »).

